



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

vin

Question écrite n° 39081

### Texte de la question

M. Jacques Krabal interroge Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur les conséquences pour le monde viticole de l'interdiction de communiquer sur les supports numériques. Le plan de la MILDT, Mission interministérielle de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, validé en comité interministériel le 19 septembre 2013 et présidé par le Premier ministre, indique en page 45 : "Retirer de la liste des activités autorisées par disposition légale la propagande et la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les services de communication en ligne (art. L. 3323:2: 9)". Cette mesure empêcherait donc les professionnels du vin de communiquer sur internet et dans les réseaux sociaux, ce qui conduirait à les rendre moins compétitifs dans un secteur déjà très tendu. Il lui demande donc de clarifier la situation et d'abandonner cette mesure qui serait catastrophique pour l'ensemble de la filière viticole.

### Texte de la réponse

La consommation d'alcool et les usages à risque de l'alcool sont un sujet de préoccupation majeure pour le Gouvernement. La diminution globale des consommations quotidiennes chez les 18-75 ans depuis plusieurs décennies contraste avec la hausse significative des usages à risque de l'alcool et des ivresses depuis 2005, particulièrement chez les 18-34 ans. La loi Evin du 10 janvier 1991 est un texte d'équilibre, respecté depuis des années qu'il convient de préserver. L'objectif est de permettre aux professionnels et aux acteurs concernés de communiquer, tout en protégeant la population contre les risques liés à l'usage nocif d'alcool, en particulier la jeunesse. Une réflexion est menée dans le cadre du plan gouvernemental contre les drogues et les conduites addictives 2013-2017. Celui-ci prévoit la constitution d'un groupe de travail interministériel autour de la thématique de la promotion de l'alcool (mesure 82 du plan d'actions). Il devra proposer des moyens pour adapter le cadre normatif aux réalités de la consommation, pour faire appliquer la législation existante et pour éviter les contournements. De plus, le plan cancer 2014-2019, dans son objectif 11, action 11.1 (« améliorer le respect des mesures d'encadrement de l'offre ») prévoit une mesure visant à améliorer le respect des restrictions de publicité et des modalités d'avertissements sanitaires, ainsi que l'adaptation des dispositions relatives à la publicité et à la promotion des boissons alcooliques. Un groupe de travail parlementaire sera par ailleurs prochainement constitué sur cette même thématique, afin de clarifier le droit applicable, conformément aux engagements pris lors de l'examen en séance publique du projet de loi de modernisation de notre système de santé.

### Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Krabal](#)

**Circonscription :** Aisne (5<sup>e</sup> circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 39081

**Rubrique :** Agroalimentaire

**Ministère interrogé :** Affaires sociales et santé

**Ministère attributaire :** Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [8 octobre 2013](#), page 10421

**Réponse publiée au JO le :** [5 mai 2015](#), page 3392